



CHAPITRE 78

Loi modifiant la charte de la cité des
Trois-Rivières

[Sanctionnée le 22 mai 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité des Trois-Rivières a représenté, par sa pétition, qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 5 George V, chapitre 90 et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées, et que certains pouvoirs lui soient accordés; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
1909, a.
5732a,
remp.
pour cité.

1. L'article 5732a des Statuts refondus, 1909, édicté pour la cité par l'article 5 de la loi 9 George V, chapitre 93, et remplacé par l'article 11 de la loi 21 George V, chapitre 128, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Taxe d'affaires, autorisée.

"5732a. Le conseil peut aussi imposer et prélever, par règlement, une taxe n'excédant pas dix pour cent de la valeur annuelle, telle que portée au rôle d'évaluation, des lieux dans lesquels s'exercent un commerce, une occupation, un art, une profession ou moyen de profit ou d'existence ou dans lesquels sont établis des manufactures, des entrepôts ou magasins ou autres établissements financiers ou commerciaux. Cette taxe, qui sera appelée "taxe d'affaires", sera payée par toute personne, compagnie ou corporation, qui

CHAPTER 78

An Act to amend the charter of the city
of Trois-Rivières

[Assented to 22nd May 1963]

WHEREAS the city of Trois-Rivières has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 5 George V, chapter 90, and the acts amending it, be again amended and that certain powers be granted it; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 5732a of the Revised Statutes, 1909, enacted for the city by section 5 of the act 9 George V, chapter 93, and replaced by section 11 of the act 21 George V, chapter 128, is again replaced for the city by the following:

R.S.,
1909, a.
5732a, re-
placed for
city.

"5732a. The council may also impose and levy, by by-law, a tax not exceeding ten per cent of the annual value, as shown on the valuation roll, of the premises in which any trade, occupation, art, profession or means of profit or livelihood is carried on, or in which manufactures, warehouses, stores or other financial or commercial undertakings are established. Such tax, to be called "Business Tax", shall be paid by every person, company or corporation, carrying on or operating any such trade, occupation,

Business
Tax au-
thorized.

exerce ou exploite ces commerces, occupations, manufactures, arts ou professions. Cette taxe, quand elle sera imposée, tiendra lieu des droits annuels ou taxes prévus par l'article 5735 des Statuts refondus, 1909, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 72 de la loi 5 George V, chapitre 90.

Règle-
ments au-
torisés.

Le présent article doit être interprété comme conférant au conseil le droit d'adopter des règlements pour imposer à certaines catégories ou classes d'industries, de commerces, de professions ou de moyens d'existence, les taxes prévues par l'article 72 de la charte et, aux autres classes ou catégories, les licences ou taxes prévues par l'article 73 de la charte, pourvu que, pour les compagnies de chemin de fer, de télégraphe ou de messageries, cette taxe n'excède, dans aucun cas, les montants prévus par ledit article 72 de la charte."

1915, c.
90, a. 47,
mod.

2. L'article 47 de la loi 5 George V, chapitre 90, remplacé par l'article 15 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 105, et modifié par l'article 9 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *c* par l'alinéa suivant:

Réduction
au cas
d'inoccu-
pation.

"Nonobstant les dispositions des paragraphes *a* et *b* du présent article, le conseil peut, par règlement, déterminer à quelles conditions il accordera aux propriétaires une diminution proportionnelle de la taxe d'eau pour toute période pendant laquelle une unité de logement aura été inoccupée pendant au moins trois mois, sur preuve suffisante de cette inoccupation dont le fardeau incombe aux propriétaires d'immeubles assujettis à la taxe d'eau."

1915, c.
90, a. 94,
remp.

3. L'article 94 de la loi 5 George V, chapitre 90, abrogé par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 84, est remplacé par le suivant:

Ententes
autorisées.

"**94.** Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et de la Commission municipale de Québec, la cité des Trois-Rivières est autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada ou tout organisme sous la juridiction de ce dernier une ou des ententes afin de réaménager certaines parties de son territoire.

manufacture, art or profession. Such tax when imposed shall take the place of the annual dues or taxes provided for in article 5735 of the Revised Statutes, 1909, as replaced, for the city, by section 72 of the act 5 George V, chapter 90.

This article shall be interpreted as conferring upon the council the right to pass by-laws to impose, on certain categories or classes of industry, trade, profession or means of livelihood, the taxes provided by section 72 of the charter, and, on other classes or categories, the licenses or taxes provided by section 73 of the charter, provided that, for railway, telegraph or express companies, such tax do not exceed, in any case, the amounts mentioned in the said section 72 of the charter."

By-laws
author-
ized.

2. Section 47 of the act 5 George V, chapter 90, replaced by section 15 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 105 and amended by section 9 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 64, is again amended by replacing paragraph *c* by the following paragraph:

1915, c.
90, s. 47,
am.

"Notwithstanding the provisions of paragraphs *a* and *b* of this section, the council may determine, by by-law, the conditions upon which it will grant to owners a proportionate reduction of the water-rate for any period during which a dwelling unit shall have remained vacant for at least three months, upon sufficient proof of such vacancy the burden of which shall be upon the owners of immoveables subject to the water-rate."

Reduction
for va-
cancy.

3. Section 94 of the act 5 George V, chapter 90, repealed by section 3 of the act 11 George VI, chapter 84, is replaced by the following:

1915, c.
90, s. 94,
replaced.

"**94.** Subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and the Quebec Municipal Commission, the city of Trois-Rivières is authorized to enter into one or more agreements with the Government of Canada or any organization under the latter's jurisdiction for the redevelopment of certain parts of its territory. To

Redevel-
opment of
certain
areas.

Pour donner suite à ces ententes, la cité peut, par règlement:

a) Acquérir, par voie d'expropriation ou autrement, pour fins de rénovation et de réaménagement de l'ensemble ou d'une partie seulement des immeubles compris dans les territoires ci-dessous décrits:

Aire de réaménagement No 1: Tout le quadrilatère de forme irrégulière, borné au nord-ouest par la rue Badeaux, au nord-est par la rue St-Antoine, au sud-ouest par la rue St-Georges et au sud-est par la rue Notre-Dame;

Aire de réaménagement No 2: Tout le quadrilatère de forme irrégulière, borné au nord-ouest par la rue Notre-Dame, au nord-est par la rue St-Antoine, au sud-ouest par la rue St-Georges et sud-est par la rue Du Fleuve;

b) Disposer, conformément à toute telle entente par bail emphytéotique ou autrement, des immeubles visés par cette entente, comprenant ceux qui ont été acquis conformément aux dispositions du paragraphe *a* du présent article dont la cité n'a pas besoin pour fins municipales, ainsi que ceux qui appartenaient déjà à la cité; et disposer, de la même façon, des droits aériens sur les immeubles construits pour fins municipales en vertu des présentes dispositions;

c) Fermer toute rue, ruelle ou autre voie publique ou en changer l'assiette afin de donner effet à toute telle entente;

d) Emprunter, avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, les sommes nécessaires à l'acquisition des immeubles requis et à l'exécution des travaux projetés.

Approba-
tion.

L'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes *a*, *b* et *c* requiert l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

give effect to such agreements, the city, by by-law, may:

a. Acquire, by expropriation or otherwise, for restoration and redevelopment purposes the whole or a part only of the immoveables comprised in the territories hereinafter described:

Redevelopment area No. 1: All that quadrilateral of irregular shape, bounded to the northwest by Badeaux street, to the northeast by St. Antoine street, to the southwest by St. Georges street and to the southeast by Notre-Dame street;

Redevelopment area No. 2: All that quadrilateral of irregular shape, bounded to the northwest by Notre-Dame street, to the northeast by St. Antoine street, to the southwest by St. Georges street and to the southeast by DuFleuve street;

b. Dispose of, pursuant to any such agreement, by emphyteutic lease or otherwise, any immoveables contemplated in such agreement, including those acquired under paragraph *a* of this section which the city no longer needs for municipal purposes, as well as those which already belonged to the city, and in the same manner, dispose of the aerial rights on immoveables erected for municipal purposes under the present provisions;

c. Close any street, lane or other public road or change the course thereof in order to give effect to any such agreement;

d. Borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the sums necessary for the acquisition of the required immoveables and the carrying out of the proposed works.

The exercise of the powers provided in paragraphs *a*, *b* and *c* shall require the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council."

Approval.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.